

<http://lipietz.net/Jadot-l-ecologie-liberale>

Jadot, l'écologie libérale ?

- Vie publique - Articles et débats -



Date de mise en ligne : jeudi 25 avril 2019

Copyright © Alain Lipietz - Tous droits réservés

[Tribune publiée par Politis](#). Alain Lipietz, ancien eurodéputé (Vert), répond aux accusations à l'encontre du chef de file de la liste écologiste aux européennes d'être pour l'alliance avec la droite et l'économie de marché.

De Benoit Hamon à Jean-Luc Mélenchon, c'est entendu : « Yannick Jadot veut l'alliance avec la droite, il est pour l'économie de marché ». Rhétorique bien naturelle, dans la lutte pour la légitimité d'une gauche issue de la sociale-démocratie, représentée par 4 listes dont les leaders (B. Hamon, JL Mélenchon, D. Batho et O. Faure) furent tous ministres ou député socialistes sous Jospin ou Hollande. Tous honorables écologistes : c'est en effet la seule solution d'avenir pour l'ancienne gauche. Victoire culturelle de l'écologie, portée pendant 40 ans, dans une solitude désespérante dont la Planète et la jeunesse paient aujourd'hui le prix, par les Verts... Mais la condition d'une telle reconversion est justement l'élimination du Parti Vert Européen. Soit, ici, la liste Jadot.

Oublions cet aspect tactique, et prenons au sérieux les reproches adressés à Y. Jadot, fondés sur deux petites phrases d'une interview au journal Le Point (1er mars). Il s'agit de choses sérieuses, pour l'Europe et pour l'Écologie. Voici la première : « Bien entendu que les écologistes sont pour le commerce, la libre entreprise et l'innovation. » Et à la question : « Les Verts feront-ils partie de la majorité quadripartite avec le PPE, les libéraux et les sociaux-démocrates ? » Y. Jadot ne répond pas « Non ». Le voici donc habillé pour le Printemps : il est pour l'alliance à droite et l'écologie de marché. Reprenant la tirade de Laurent Fabius contre M. Rocard (Metz, 1979), tous nos ex-socialistes entonnent : « Entre le Plan et le Marché, Yannick Jadot, il y a l'écologie de gauche ! ».

D'abord, cette « majorité ». Elle ne vaut à l'Europe que pour quelques semaines : le temps d'élire le Président de la Commission. Après, le Parlement peut retoquer toutes les lois de l'exécutif, ils resteront face à face, il n'y a pas de « solidarité gouvernementale ». Mais pendant ces semaines, que de tractations !

En 2014, après la victoire de la droite européenne, la lutte opposait deux candidats, D. Cameron et J.C. Juncker. D. Cameron, le père du Brexit, incarnait une Europe des nations réduite à une zone de libre-échange et la destruction de toute ambition commune, sociale et environnementale. Socialistes, centristes et Verts (et même, en coulisse la GUE - les communistes) avertirent qu'ils s'opposeraient à Cameron. Ils contraignirent la droite à présenter finalement Juncker.

Et en 2019 ? Le risque d'une majorité « illibérale » et nationaliste est réel (c'est même le seul argument de E. Macron), surtout si les Brexiters participent aux élections. Y. Jadot pose déjà les conditions des Verts : ils présenteront leur candidat (Ska Keller), mais accepteraient de voter finalement, comme en 2014, pour un candidat issu de la droite non-nationaliste : « Nous poserons nos conditions. Si on nous propose un programme qui améliore substantiellement le fonctionnement de l'Union et les politiques européennes, alors, les Verts y apporteront leur soutien. » Et s'il faut préciser « Qui ? », il avance déjà : face à Orban, Barnier. « Il a démontré sa compétence. Il est droit. » Après ? Fin de la « majorité », et sur chaque vote construction d'une majorité d'idées... aussi vertes que possibles.

Venons-en au Marché. Ainsi, nos amis sociaux-démocrates devenus écolos refuseraient « le commerce, la libre-entreprise et l'innovation » ? Ils sont donc pour une économie planifiée, comme celle qui a provoqué les deux grandes catastrophes écologiques du siècle passé : Tchernobyl et la mer d'Aral ? Non, bien sûr. Même La France Insoumise ne reprend plus le Programme Commun, la nationalisation de toutes les banques et grandes entreprises de François Mitterrand. La transition écologique reposera, tous le concèdent, sur trois secteurs économiques, un secteur marchand, un secteur public (mais avec représentation des salariés et des usagers à sa direction), un

secteur d'économie sociale et solidaire.

Mais sur le secteur marchand, Y. Jadot précise aussitôt : « Mais le commerce doit se construire dans le respect de chacun, des hommes et de la nature, et non pas en abusant de dumping environnemental, social ou fiscal. » Le Point le titille sur le commerce international. Et là, le Vert lâche le gros mot (que tous reprendront au débat de France 2) : « J'assume d'être pour un protectionnisme vert. Un protectionnisme qui prévoit une taxe carbone aux frontières extérieures de l'UE pour les importations provenant de pays où les entreprises ne font pas l'effort de s'aligner sur l'Accord de Paris. De la même façon, je propose que l'Europe décrète que les produits des pays qui ne respectent pas la liberté syndicale soient fortement taxés ou interdits de territoire européen. C'est la protection des salariés ici et là-bas. » Le marché ne peut être plié aux contraintes écologiques et à la justice sociale que moyennant des lois strictes, et disons-le... « punitives ».

Une écologie libérale, vraiment ?

Alain Lipietz
Ancien eurodéputé (Vert)

Post scriptum. Le quasi-fake sur le « statut des fonctionnaires »

Un nouveau bobard, issu du labo à fakes de LFI, est venu au secours de la thèse « Jadot, homme de droite ». Il s'agit de la phrase : « *Moi, un grand débat public sur comment on rapproche le statut de la fonction publique et le statut de la fonction privée, ça me paraît très sain.* » Interprétée bien entendu comme : « *Je veux aligner le statut de la fonction publique sur le privé* ».

D'où sort cette phrase ? De l'interview télévisée, le 12 mai, [« Dimanche en politique » sur France-TV.](#)

Vous pouvez l'écouter intégralement (c'est du bon Jadot). Contentons-nous des mots qui précèdent "la phrase" (c'est de l'oral, c'est moi qui ajoute une ponctuation et découpe des phrases) :

« Aujourd'hui, moi je suis opposé à la logique défendue par le Parlement de modifier totalement les statuts de la fonction publique, parce qu'aujourd'hui la seule approche c'est : budget, fragilisation, précarisation . Moi, un grand débat public sur comment on rapproche le statut de la fonction publique et le statut de la fonction privée, ça me paraît très sain. »

Je ne peux qu'être d'accord : la majorité macroniste cherche à détricoter le statut de la fonction publique. Elle s'appuie sur la supposée jalousie des salariés du privé. Il faut au contraire renforcer le "statut " des salariés privés, si par "statut" on entend le Code du travail et les stipulations de l'Organisation Internationale du Travail de l'ONU, la charte des droits fondamentaux de l'Union européenne etc.

Je suis fonctionnaire retraité, nous avons quelques avantages en termes d'emploi (pas en salaire) et j'aimerais les voir partagés dans le privé. Comment faire ? Ça demande un débat, aux conditions précises que pose Jadot (« contre la logique budgétaire, la précarisation, la fragilisation »). N'est-ce pas l'avis de LFI ?

Voici un exemple de ce qu'on apprend en regardant sans œillère les pays européens du nord, bien moins libéraux

que la France sur la question du statut. Il ne s'agit pas des fonctionnaires mais des agents du secteur public et nationalisé, mais ça y ressemble : [cliquez](#).

Remarquons qu'il s'agit d'un quasi-fake : les mots sont exacts, on a seulement coupé les mots précédents, et comme me l'a écrit un militant de LFI : "Donc dans un contexte de décennies de casse des services publics, et sans faire de mauvais procès à Jadot, j'interprète sa phrase comme une sorte de validation de l'idéologie dominante sur le statut, présenté comme d'un autre temps afin de mieux le dézinguer."

"Sans faire de mauvais procès à Jadot".... C'est cela, oui.